

Editorial

Conditions de la critique intellectuelle en Chine

Lau Kin Chi¹

En 2003, le réseau d'intellectuels asiatiques Arena (Asian Regional Exchange for New Alternatives) publiait dans sa revue semestrielle *Asian Exchange* une collection d'articles d'analyse approfondie de plusieurs dimensions de la réalité sociale de la Chine actuelle, sous le titre générique *China Reflected*. Ce numéro d'*Alternatives Sud* reprend l'essentiel de ces textes, écrits par de grandes figures chinoises critiques. Dans l'éditorial qui suit, Lau Kin Chi, présidente d'Arena, explique les raisons et la pertinence de cette publication aujourd'hui et donne un premier aperçu des débats auxquels ces contributions participent en Chine.

Le titre original *China Reflected* est à comprendre de deux façons. La première renvoie à l'image de la Chine « reflétée » par le regard des auteurs choisis. Que se passe-t-il aujourd'hui à l'intérieur ? Quels sont les problèmes les plus importants aux yeux des intellectuels ? Les informations véhiculées par les médias dominants ne permettent pas de répondre à ces questions. La seconde façon renvoie à la « réflexion » proprement dite, à celle nécessaire pour travailler à une meilleure compréhension des tendances de fond, afin de tonifier nos activités militantes. Publier cet ouvrage ne revient pas simplement à mettre une série d'articles ensemble, c'est aussi encourager et faciliter les interactions entre les différents auteurs. Ce livre est d'ailleurs un dérivé de l'action d'Arena. Pratiquement l'ensemble des auteurs réunis ici ont déjà participé à nos activités en tant que personnes ressources sur différentes problématiques d'intérêt général pour la Chine et le reste de l'Asie. Nous comptons éditer une version chinoise de cet ouvrage, car si la plupart de ces articles sont accessibles en chinois sur le web, plusieurs ne sont pas encore parus dans un livre imprimé en Chine.

Des intellectuels critiques

Les auteurs retenus sont des intellectuels critiques. La plupart sont aussi des personnalités de premier plan, aux publications reconnues et bénéficiant d'une forte influence dans leurs domaines. Wang Hui et Huang Ping par exemple sont rédacteurs en chef de la très importante revue *Dushu (Reading)*. Wang Hui enseigne à l'Université Tsinghua de Pékin et Huang Ping est directeur du Bureau de coopération internationale de l'Académie chinoise des sciences sociales (ACSS). Dai Jinhua est une des rares féministes renommées en Chine. Elle a beaucoup publié en chinois et en anglais. Chen Xin est à la tête du Département d'études de la jeunesse de l'ACSS et dirige la revue *Youth Studies*. Ils ont le profil des intellectuels activistes avec lesquels Arena travaille en Asie.

Leurs réflexions ont beaucoup d'influence sur leurs communautés, leurs étudiants et leurs lecteurs. La plupart de ces auteurs appartiennent à la génération née dans les années 1950, qui a traversé des années d'agitation politique et accumulé bien des expériences. Ils sont au contact des réalités, à l'intérieur de la Chine. Pendant « la révolution culturelle », à l'âge de 16 ans, Huang Ping, qui coédite ce *China Reflected*, fut envoyé en tant que jeune urbain à la campagne, dans un village lointain, où il vécut et travailla comme fermier plusieurs années. Il a aussi travaillé comme ouvrier de la construction dans une grande entreprise. Ensuite, sur base de ses propres efforts d'autodidacte, il est arrivé à entrer à l'université en 1978. Chen Xin a travaillé trois ans comme responsable régional dans la zone du barrage Three

¹. Présidente d'Arena (Asian Regional Exchange for New Alternatives) et du Comité éditorial de *Asian Exchange*, professeur à l'Université Lingnan à Hongkong.

Gorges et est resté très au fait de la situation sur le terrain des fonctionnaires locaux, des entreprises, des ouvriers et des paysans. Dai Jinhua a participé aux manifestations de Tiananmen en 1976, lorsqu'elle était étudiante des hautes écoles. Wang Hui fut quant à lui le témoin direct du mouvement de la place Tiananmen en 1989.

Tous ces intellectuels appartiennent à une université ou à un centre de recherche où ils ont pu trouver du travail. Leur influence est plus le résultat de leurs idées critiques que de leur position. Qu'ils travaillent dans des institutions gouvernementales ou semi-gouvernementales n'est pas la question. En Chine, jusque dans les années 1990, on ne trouvait pas vraiment d'institutions non gouvernementales et les ONG existantes aujourd'hui sont soit dépendantes du gouvernement chinois soit d'agences et de bailleurs de fonds extérieurs.

Néolibéraux, maoïstes et nouvelle gauche...

Bien que les courants politiques au sein de l'intelligentsia soient très mélangés, deux camps distincts apparaissent tout de même dans les débats. Les membres du premier s'appellent eux-mêmes « les néolibéraux ». Ils épousent l'idée du libre marché, de la libéralisation et l'adoption par la Chine d'un paradigme du développement visant à faire d'elle un Etat moderne à l'image des Etats-Unis. Ils représentent le courant dominant. De l'autre côté, on trouve les intellectuels parfois présentés comme « la nouvelle gauche », critiques à l'égard des réalités sociales. Ils épousent les idéaux socialistes d'égalité et de justice, et ne nourrissent pas la position simpliste de négation de toute l'histoire de la nouvelle Chine. Ils tentent plutôt de comprendre la complexité du développement social et de l'émancipation individuelle. Comme beaucoup d'entre eux ont choisi ou ont été obligés d'aller travailler à la campagne ou à l'usine, ils cultivent une connaissance et une certaine familiarité avec les réalités quotidiennes des gens ordinaires, des paysans, des femmes, des ouvriers, des minorités nationales. Leur positionnement à gauche n'en fait pas des partisans des politiques coercitives de l'Etat, ni des gens aveugles aux persécutions et aux souffrances subies par une grande partie de la population durant la « Révolution culturelle ». Ils sont étiquetés « nouvelle gauche » parce que sans être de vieux démagogues du parti, ils refusent de consacrer le capitalisme comme la recette pour le développement de la Chine.

A l'étranger et même en Chine, on fait souvent la distinction trop simple entre partisans de Deng Xiaoping et partisans de Mao Zedong. Mais ceux qui n'appuient pas les choix néolibéraux de Deng Xiaoping constituent une population assez hétérogène, dont une partie est également critique à l'égard de Mao, en raison notamment des divergences entre sa théorie et sa pratique. Mao s'était par exemple fait l'avocat de la lutte contre la bureaucratie, alors que lui-même était à la tête de la bureaucratie du parti et de l'Etat. Mao parlait des campagnes harcelant les villes, mais ne critiquait pas la modernisation comme Gandhi le faisait ; sa vision du développement de la Chine, c'était l'urbanisation et l'industrialisation. Il y a beaucoup de diversité dans les façons dont le maoïsme est articulé ou critiqué aujourd'hui en Chine. Il est dès lors hasardeux de considérer comme « maoïstes » tous les groupes qui s'opposent à l'économie de marché néolibérale.

Il en va de même pour les groupes qui en apparence épousent le néolibéralisme ; ils sont traversés de multiples contradictions qui reflètent la situation chaotique de la Chine, tantôt source d'avantages, tantôt source de frustrations, mais dont les développements actuels bénéficient à peu et nuisent à beaucoup. Par exemple, juste avant le mouvement démocratique de 1989, vers le mois de janvier, une idée à la mode parmi les intellectuels néolibéraux était que la Chine avait besoin d'une sorte de néo-autoritarisme à la façon de Singapour, parce que, pensaient-ils, le développement de l'économie requérait un contrôle politique. Mais le déroulement des événements d'avril à juin menant à la crise de la place Tiananmen a poussé les mêmes intellectuels à se prononcer alors en faveur de la démocratie et des libertés civiles. Les évolutions du débat politique ont aussi des implications sur les orientations économiques. Il est aujourd'hui difficile de continuer à plaider en faveur de l'économie de marché néolibérale lorsqu'il s'agit de critiquer les Etats-Unis pour leur guerre en Irak et leurs tentatives de contrôler les ressources pétrolières. La place de la Chine dans la géopolitique du pétrole renvoie à la question du type de modernisation souhaitée par le pays et des ressources énergétiques nécessaires.

Images occidentales et contradictions sociales internes

Contrairement à l'idée qu'en donnent les médias occidentaux d'abord orientés par ce qui fait sens pour eux, le débat interne en Chine sur ces questions est très vif. En Occident, on a généralement focalisé l'attention tantôt sur les réformes économiques internes et l'entrée de la Chine dans le marché globalisé, tantôt sur l'autorité du Parti-Etat. Or, bien d'autres problématiques mériteraient d'être abordées, comme celle, très importante, du développement rural, à laquelle plusieurs des articles de cet ouvrage sont consacrés. En Chine, de nombreux rapports intéressants circulent et des débats cruciaux ont lieu dans la presse locale qui compte plus de 2000 journaux et quelque 8000 revues. Bien qu'occasionnellement l'on apprenne l'interdiction de l'un ou l'autre de ces journaux, il y a un réel et important marché de la presse et du livre dans le pays. De nombreux débats ont également lieu sur le web, même s'ils rassemblent essentiellement des intellectuels, jeunes ou plus âgés. Il y a certes de temps à autre des cas d'internautes webmasters

ennuyés ou emprisonnés par les autorités, cas qui mobilisent la communauté internationale contre la censure, mais parallèlement, on estime que 90% de ce qui est discuté sur le web échappe au contrôle du gouvernement.

Une problématique cruciale qui a aujourd'hui fait surface en Chine est la question rurale, longtemps laissée de côté par l'opinion publique. La visibilité croissante en ville des travailleurs migrants en provenance des campagnes – quelque 200 millions de personnes, trois fois la population de la Grande-Bretagne – y est bien sûr pour quelque chose. D'aucuns estiment même que la moitié de la force de travail rurale est excédentaire. Beaucoup d'observateurs ne se rendent en effet pas compte que malgré la dimension gigantesque du pays, la superficie de terre arable par tête d'habitant est très petite. Les ressources sont très limitées et de multiples facteurs contribuent à ce flux vers les villes : les politiques gouvernementales centrales ou locales, le besoin d'argent liquide, le marché de l'emploi urbain... D'où la visibilité accrue des travailleurs migrants. La problématique rurale ne s'impose pas pour autant comme le principal centre d'intérêt des intellectuels urbains. La plupart continue à penser que le problème des campagnes réside dans leur modernisation insuffisante. L'Etat est bien évidemment concerné par la détérioration de la situation des zones rurales et de leur population et il commence à comprendre le problème comme résultant des effets spécifiques de la façon dont la Chine poursuit la modernisation, en se plaçant lui-même dans une situation inextricable. L'ancien Premier ministre Zhu Rongji a reconnu les difficultés dans son rapport gouvernemental selon lequel tout était réussite, excepté la problématique rurale.

Si la contradiction sociale entre développement agricole et industriel est une question sous-jacente à tout pays en développement ou développé, cette dichotomie n'épuise pas la situation de la Chine. Il y a d'un côté l'exploitation des paysans dans les campagnes, de l'autre celle des femmes rurales et urbaines dans les villes, bien plus importante qu'auparavant. Ces contradictions sociales sont classiques dans les pays en développement. Qu'elles se manifestent dans les champs culturels, sociaux, politiques ou économiques, elles ne sont pas propres à la Chine contemporaine. On a déjà pu les voir dans beaucoup d'autres pays. Ce qui en revanche est particulier à la Chine pourrait être la question de la composition de l'élite qui tire profit du processus actuel d'accumulation des ressources. Aux Etats-Unis, on connaît les collusions entre les multinationales et les grandes familles. Les deux derniers candidats à l'élection présidentielle américaine appartenaient au Skull and Bones Club, depuis l'époque où ils fréquentèrent la Yale University... En Chine, la domination du Parti d'Etat prévaut toujours, mais progressivement l'élite de sa hiérarchie, qui tire les avantages de la transition, se compose des personnes qui contrôlent les ressources principales, les grandes entreprises, le capital. La Chine est allée loin dans la transition, même si, apparemment, il peut sembler qu'il n'y ait pas eu de changement de régime politique. On pourrait parler de « transition pacifique » dont les effets sont très profonds.

La situation est toujours celle d'une minorité qui contrôle les ressources et donc d'une distribution inégalitaire de celles-ci. Il est dès lors important de se préoccuper du sort de la majorité, même si une classe moyenne plus substantielle a pu se constituer ces deux dernières décennies à la faveur de certaines possibilités de mobilité ascendante. Elle représenterait aujourd'hui de 10 à 20% de la population, quelque 150 millions d'habitants. En 2004, on comptait 250 millions de téléphones portables en Chine, ce qui fait dire à d'aucuns que la classe moyenne est suffisamment nombreuse pour le marché. Mais la situation est préoccupante pour 70% de la population qui survivent de très maigres ressources. On entend parler de travailleurs migrants qui ne reçoivent pas leur salaire. Tout le monde en Chine reconnaît la disparité croissante à l'œuvre entre riches et pauvres. Le coefficient Gini de 0,45-0,46 (pour 0,29 en Europe, 0,34 aux Etats-Unis, 0,57 en Amérique latine...) reflète cette intolérable polarisation sociale. A cette tension au sein de la population chinoise s'ajoute la tension entre l'homme et la nature. La Chine est vraiment allée loin ces trente dernières années en la matière. La dégradation de l'environnement, des projets irresponsables comme le barrage Three Gorges, à l'instar des conditions de vie des secteurs défavorisés, alimentent de profondes inquiétudes.

Droits de l'homme, injustices et modernisation capitaliste

Contrairement à l'image que l'on peut en avoir en Occident, l'autoritarisme de l'Etat n'est pas la première préoccupation de la majorité des Chinois. Bien sûr, il y a certains tabous dans le pays, des choses que vous ne pouvez pas dire ou faire sur la place Tiananmen. Lorsqu'une personne est arrêtée pour raison politique, la nouvelle sort dans la presse occidentale, mais elle ne devient pas pour autant la principale préoccupation de la population chinoise. La corruption, le chômage, le sous-emploi, la pauvreté et le crime en revanche sont quelques-unes des inquiétudes clés. Les problèmes de la vie quotidienne occupent l'essentiel des débats, comme par exemple le droit d'accès à l'eau potable pour les agriculteurs dont les terres sont polluées par les industries en amont. Ces thèmes intéressent moins les médias occidentaux, encore très imprégnés, me semble-t-il, de l'imaginaire de la guerre froide, du rideau de fer et dès lors focalisés quasi exclusivement sur l'autoritarisme de l'Etat communiste et les violations des droits civils et politiques. Au Nord, un prisonnier politique continue à faire plus de bruit que les 30 000 personnes qui meurent chaque jour dans le monde de faim ou de maladies curables.

Nous ne sommes bien évidemment pas insensibles aux droits civils et politiques, mais leur utilisation dans le cadre, digne de la guerre froide, d'une opposition binaire de deux mondes séparés par un rideau de fer, invalide la démarche. N'étant pas des politiciens empêtrés dans des politiques interétatiques, nous ne sommes pas intéressés par l'instrumentalisation des droits de l'homme. En outre, en dépit de leur universalité proclamée, ils renvoient d'abord à un discours eurocentriste qui se fonde dans le modèle de l'adulte mâle de la culture chrétienne occidentale moderne. Leur application à d'autres cultures peut dès lors se révéler problématique, si elle est aveugle à l'origine du discours des droits de l'homme et aux particularités des cultures concernées. Pour autant, pour nous, la question des droits est fondamentale, dans une acception qui l'identifie au respect, à la dignité et au bien-être des gens dans leur vie quotidienne. Nous revendiquons pour tous, les droits qui garantissent une vie de qualité et la sécurité d'existence qui protège des vols, des crimes, des maladies, du chômage ou des violations des droits civils.

Les droits politiques comme la possibilité de constituer un syndicat, et les droits liés aux besoins de base comme l'équité sociale et l'accès aux ressources, ne devraient pas être revendiqués séparément. J'ai des réserves à l'égard des ONG et des organisations de défense des droits de l'homme qui, d'en dehors de la Chine, militent pour le respect des seuls droits politiques, sans capacité d'intervenir dans la réalité concrète et d'y provoquer des changements. Leurs priorités portent sur les politiques des Etats et visent par exemple à inciter le gouvernement des Etats-Unis à dénoncer la Chine ou à attirer l'attention des médias occidentaux. Propager des slogans ne résout rien.

Les réalités à l'intérieur de la Chine sont très hétérogènes et là où il y a des injustices, les gens s'organisent, pétitionnent, défendent leur terre, exigent des dédommagements, provoquent des changements. Et leurs adversaires sont multiples. Il ne s'agit pas seulement des mesures du gouvernement chinois ou des différents niveaux de bureaucratie, les multinationales elles-mêmes par exemple deviennent un solide adversaire. Dans ces mobilisations, certaines organisations soi-disant officielles ou paragouvernementales jouent un rôle crucial, comme notamment la Fédération des femmes ou les syndicats qui défendent les droits des femmes ou des travailleurs. Nous devrions être attentifs à la façon dont les différents secteurs, à partir de leur propre situation, luttent contre les effets du développement inscrit aujourd'hui dans la logique du libre marché et du capital.

Espoir d'un livre et réalités de l'intelligentsia

Notre espoir est donc que les articles de cet ouvrage, dans sa version anglaise, chinoise, allemande et française, aident à une meilleure compréhension de la situation et favorisent les échanges parmi les forces progressistes en Chine et ailleurs, sur les théories et les pratiques alternatives. Un de nos problèmes en Chine demeure le manque de liens entre les intellectuels et le peuple dont ils prétendent s'inquiéter. C'est en partie le résultat négatif de la « révolution culturelle » durant laquelle les intellectuels et les gens ordinaires ont été mis ensemble de façon coercitive, ce qui dans la réalité a semé la discorde entre les deux profils. La plupart des intellectuels en Chine restent dans leur tour d'ivoire, occupés à leur travail académique, ou deviennent consultants pour les multinationales, les ONG ou la Banque mondiale. La crise est moins le fait d'un Etat répressif que le résultat d'une sous-utilisation des multiples espaces d'action transformatrice existants. Les nombreuses possibilités de mobilité ascensionnelle à l'œuvre aujourd'hui dans le champ intellectuel corrompent. Si le salaire moyen d'un fonctionnaire du gouvernement ou d'un académique est de 1500 yuan (les auteurs de ce livre gagnent entre 1500 et 3000 yuan), un intellectuel qui travaille pour une ONG financée de l'extérieur touche de 6000 à 10000 yuan (100 dollars = 830 yuan). Le tarif pour un travail de consultance est de 200 à 300 dollars par jour...

Cet ouvrage est une analyse critique et compréhensive des problèmes actuels de la Chine, menée par des intellectuels qui ont la volonté de changer les choses. La suite de ce travail devrait porter sur les alternatives aujourd'hui mises en œuvre dans cet immense pays. Certaines sont bien sûr très modestes – une librairie villageoise, une coopérative agricole, une tradition culturelle remise en valeur... –, mais elles peuvent être significatives. On ne peut se limiter à dénoncer. L'influence des auteurs réunis dans ce livre sur les orientations et le travail de l'Etat ou des opposants est évidemment très relative. Mais, là où nous sommes, les changements peuvent déjà émerger de nos propres comportements, des initiatives prises, des expériences alternatives lancées en vue de nourrir de nouvelles possibilités. Cette attitude volontariste reste préférable au cynisme ou au pessimisme démobilisant.

Propos recueillis par Peter Franke

Traduction de l'anglais et adaptation : Bernard Duterme